

## FORMULAIRE DE DEMANDE 2007-2013 PLAN VEGETAL POUR L'ENVIRONNEMENT

Règlement (CE) n° 1698/2005 du 20 septembre 2005

Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information.

Transmettez l'original à la DDAF du département du siège de votre exploitation et conservez un exemplaire.

### Cadre réservé à l'administration

N° de dossier OSIRIS : \_\_\_\_\_

Date de réception : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

**ATTENTION : la mise en œuvre de cette mesure est conditionnée par l'acceptation conforme du Programme de développement rural hexagonal (hors Corse) (PDRH) par la commission européenne.**

### IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

N° SIRET : \_\_\_\_\_

attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

N° PACAGE : \_\_\_\_\_

Aucun numéro attribué (fournir une pièce d'identité ou un Kbis)

**Si vous êtes déjà identifié auprès de la DDAF, aller directement au paragraphe : « Caractéristiques du demandeur »  
Vous avez également la possibilité de coller l'étiquette d'identification établie dans le cadre de la PAC**

STATUT JURIDIQUE :  Exploitant individuel  Propriétaire non exploitant  
 GAEC  EARL  SCEA  Autres : \_\_\_\_\_ (préciser)

CIVILITE : (le cas échéant)  Madame  Mademoiselle  Monsieur

NOM de naissance du demandeur ou RAISON SOCIALE pour les personnes morales :

\_\_\_\_\_

NOM d'usage du demandeur ou APPELLATION COMMERCIALE pour les personnes morales : (le cas échéant)

\_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Date de naissance : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

(à compléter uniquement pour les demandeurs individuels)

### Pour les personnes morales :

Ne pas compléter pour les GAEC, EARL ou SCEA (Rappel : SAS, indivision, co-propriété non éligibles).

NOM du représentant légal : \_\_\_\_\_

Prénom du représentant : \_\_\_\_\_

NOM, Prénom du responsable du projet : \_\_\_\_\_  
si différent

### COORDONNEES DU DEMANDEUR (personne physique ou morale)

Ne pas compléter si ces informations sont déjà connues du guichet unique

Adresse : \_\_\_\_\_  
permanente du demandeur

Code postal : \_\_\_\_\_

Commune : \_\_\_\_\_

☎ : \_\_\_\_\_

Téléphone portable professionnel : \_\_\_\_\_

N° de télécopie : \_\_\_\_\_

Mél : \_\_\_\_\_

### CARACTERISTIQUES DU DEMANDEUR

#### Pour les personnes physiques Jeunes agriculteurs (JA) :

Bénéficiez-vous du statut de jeune agriculteur (bénéficiant des aides nationales à l'installation et installé depuis moins de 5 ans par rapport à la date figurant sur votre certificat de conformité CJA) :

oui  non

Ce projet s'inscrit-il dans votre plan de développement du dossier d'installation (DJA) :  oui  non





**e) Vérification du critère communautaire lié à l'amélioration du niveau global des résultats de l'exploitation**

▪ Résultats prévisionnels de l'exploitation

Si vous avez une comptabilité, remplissez le tableau ci-dessous, sinon reportez-vous au second:

(en euros)	Valeur de l'année précédente	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
Annuité emprunts moyen et long terme		
Produit d'exploitation		
Excédent brut d'exploitation (EBE)		

Si vous n'avez pas de comptabilité :

(en euros)	Valeur de l'année précédente	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
Annuité emprunts moyen et long terme		
Produit d'exploitation		
Solde d'exploitation : recettes - dépenses		

- Nombre d'UTH : avant projet : \_\_\_\_\_ après projet : \_\_\_\_\_
- Avez vous souscrit des mesures agroenvironnementales (MAE, CTE, CAD) dont le contrat est encore en cours à ce jour ?  
 OUI  NON Si oui précisez l'année et le type de MAE : \_\_\_\_\_
- Envisagez-vous de souscrire de nouvelles MAE territorialisées (MAET) mises en place pour la période 2007-2013 ?  
 OUI  NON Si oui précisez le type de MAET : \_\_\_\_\_
- Votre projet d'investissement induit-il une modification de votre système d'exploitation ?  
 OUI  NON Précisions : \_\_\_\_\_
- Votre projet est-il intégré dans une démarche globale de type diagnostic agroenvironnemental ?  
 OUI  NON Si oui précisez : \_\_\_\_\_
- Votre projet est-il intégré dans une démarche globale de type diagnostic énergétique ?  
 OUI  NON Si oui précisez : \_\_\_\_\_
- Votre investissement s'intègre-t-il dans une démarche d'amélioration de la qualité, de réorientation ou de diversification de la production ?  
 OUI  NON Si oui précisez : \_\_\_\_\_
- Votre exploitation se situe t-elle dans l'une ou plusieurs de ces démarches?  
 exploitation qualifiée au titre de l'agriculture raisonnée  
 exploitation en agriculture biologique  
 exploitation certifiée au titre d'une démarche qualité du secteur de l'amont ou de l'aval. Si oui, précisez : \_\_\_\_\_  
 valorisation de la biomasse en vue de la production d'énergie  
 exploitation engagée dans une démarche de type ferti-mieux  
 exploitation engagée dans une démarche de type phyto-mieux

## PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

	(montant en euros)
<b>Montant total des aides attendues (<math>b = d + e</math>)</b>	
<input type="checkbox"/> Montant des aides attendues au titre du PVE (d)	
<input type="checkbox"/> Montant des aides attendues hors PVE (e)	
Si case précédente cochée : préciser l'origine des aides	
<b>Montant de l'apport hors aide (<math>c = f + g</math>)</b>	
<input type="checkbox"/> Montant apporté par autofinancement (f)	
<input type="checkbox"/> Montant apporté par des prêts (g)	
<b>Montant global du projet (<math>a = b + c</math>)</b>	

## ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

**Je demande (nous demandons)** à bénéficier des aides du plan végétal pour l'environnement :

**Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :**

- ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet,
- respecter les conditions d'âge au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de dépôt de ma demande (au moins 18 ans et de moins de 60 ans),
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans les douze mois qui précèdent la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachées à l'investissement aidé,
- respecter les normes minimales attachées à mon projet (vous reportez à la notice d'information),
- être à jour de mes cotisations sociales et fiscales,
- le cas échéant, que les associés exploitants détiennent plus de 50 % du capital social,
- ne pas avoir obtenu d'aide dans le cadre du PVE au titre de l'actuelle programmation 2007-2013,
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements,
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (haies, ou travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural,
- le cas échéant, que mes serres étaient existantes au 31 décembre 2005,
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide pourra être rejetée en totalité ou partiellement au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement ou au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure,
- avoir pris connaissance que ma demande sera rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente au delà du délai de 6 mois à compter de la date de l'accusé de réception de mon dossier complet,
- avoir pris connaissance que l'octroi de la part communautaire est conditionnée à la validation finale du programme de développement rural hexagonal (PDRH),
- accepter de modifier mon projet pour sa conformité aux conditions de validation du PDRH.

**Je m'engage (nous nous engageons) à :**

- poursuivre mon activité agricole au sens de l'article L311-1 du code rural ayant bénéficié de l'aide pendant une période de trois années<sup>1</sup> à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention.
- maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les agro-équipements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 3 ans<sup>1</sup> à compter de la notification de la subvention,
- respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement attachées à l'investissement objet de l'aide,
- me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet ».
- détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif demandé par l'autorité compétente, pendant les trois années<sup>1</sup> suivant la fin des engagements.

**J'informe (nous informons) la DDAF:** en cas de modification de ma raison sociale, de mon projet ou de mes engagements.

**J'atteste (nous attestons) sur l'honneur en outre :**

- l'exactitude des renseignements concernant ma situation et concernant le projet d'investissement,
- que j'ai pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non respect de ces points.

**Je suis informé(e) (nous sommes informés)** qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Signature(s) du demandeur, pour les formes sociétaires hors GAEC, du gérant et pour les GAEC l'ensemble des associés.

## PIECES FOURNIES

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à [guichet unique]	Sans objet
Exemplaire original de la demande complété et signé	tous	<input type="checkbox"/>		
Devis estimatifs détaillés des travaux ou investissements (si possible classé par type d'investissement)	tous	<input type="checkbox"/>		
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible) <sup>(*)</sup>	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
K-bis ou exemplaire des statuts <sup>(*)</sup>	si le demandeur est une forme sociétaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de la carte d'identité	si vous n'avez pas de n° de PACAGE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Localisation des haies : Registre Parcellaire Graphique si existant, à défaut carte 1/25 000 <sup>ème</sup>	si nécessaire	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Déclaration de réforme du pulvérisateur	si nécessaire, cf modèle ci dessous	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

(\*) Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession du guichet unique.

- Pour l'extrait K-bis : il n'est à fournir que si des modifications sont intervenues au sein de votre société et que vous n'avez pas adressé depuis de nouveau K-bis au [guichet unique].
- La même règle s'applique pour le RIB. Une copie est acceptée. Si vous avez plusieurs comptes et que vous souhaitez que la subvention soit versée sur un compte particulier, dans ce cas, vous devez préciser ci-après le numéro de compte particulier ou fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée.

Numéro du compte sur lequel l'aide doit être versée :

code établissement      code guichet      numéro      clé RIB  
 |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|    |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|    |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|    |\_|\_|

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Les destinataires des données sont le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, le CNASEA . Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à la DDAF du département du siège de votre exploitation.

### Déclaration de réforme d'un pulvérisateur

Je déclare (nous déclarons) sur l'honneur que le pulvérisateur actuellement présent sur mon (notre) exploitation fera l'objet d'une réforme suite à l'acquisition du nouveau pulvérisateur prévu dans la présente demande.

Pour le règlement de l'aide, je m'engage (nous nous engageons) à fournir une attestation du repreneur de mon (notre) ancien pulvérisateur par laquelle ce dernier sera détruit, réformé ou remis aux normes EN 12761 et EN 907.

Fait à \_\_\_\_\_ le : \_\_\_\_\_

Signature

<sup>1</sup> Sous réserve de l'accord de la commission. A défaut, cette durée est portée à 5 ans. Dans ce cas, une information vous sera adressée par la DDAF